

## Lettre ouverte

Monsieur le Président de la république

Vous avez salué l'exemplarité des services publics et de leurs agents, parmi eux les hospitaliers dans la prise en charge des victimes des attentats du vendredi 13 novembre dernier. Vous exprimiez alors ce que la population dans sa très grande majorité ressentait, quand choquée, meurtrie, elle appréciait la capacité de réaction, les compétences et, plus largement l'engagement de ces fonctionnaires.

A la lumière de ces évènements, la France mesure l'importance, le rôle central des services publics. Plus de libre concurrence, de mutualisation, de partage du gâteau dans le contexte, la réponse fut publique et strictement publique. Nous nous en félicitons, puisque cela vient confirmer ce que nous affirmons depuis toujours : le service public n'est pas la cause de tous nos maux, mais bien la solution !

Et pourtant depuis de trop longues années, dans une continuité des politiques gouvernementales les services publics et l'hôpital tout particulièrement sont menacés dans leur existence même, victimes d'une politique austéraitre qui les étouffe budgétairement chaque jour un peu plus.

L'objectif national de dépense d'assurance maladie tel que voté pour l'année 2016, condamne l'hôpital public à une réduction de voilure, à des suppressions de postes, à des investissements insuffisants, à une obsolescence de nos matériels pour non remplacement.

La politique budgétaire impose aussi de revenir sur les acquis sociaux de ces mêmes agents dont vous avez pourtant invoqué le mérite. En effet, Martin HIRSCH, Directeur Général de l'AP-HP, hermétique à l'émotion chez nos collègues, continue dans sa volonté de réorganiser le temps de travail, de chercher sur ce dossier les millions d'économie que sa feuille de route lui impose.

Vous êtes le seul à pouvoir infléchir cette politique, les hospitaliers vous le demandent, les temps l'exigent. Sachez donner à votre réponse la dimension que la Ministre et le Directeur Général n'ont pas prise. Vous devez répondre à des professionnels et pas à des héros, assurez leurs de bonnes conditions de travail et non pas une prime...

Imposer un moratoire sur les réformes d'organisation du temps de travail le temps de l'état d'urgence nous semble un minimum, un retrait serait plus à même de redonner la sérénité nécessaire à l'accomplissement de nos missions. Ce retrait ne serait d'ailleurs qu'un pas. L'amélioration de nos conditions de travail, à commencer par une véritable application des 35 heures dans nos services, la fin des compte épargne temps et l'embauche sont les dossiers centraux incontournables pour garder dans nos rangs l'état d'esprit, l'engagement spontané des équipes, la capacité de notre institution de répondre à « l'extraordinaire ».

L'hôpital ne peut une fois encore être l'exclu du pacte, nous vous y savons suffisamment attaché pour remédier à cet oubli. Le pacte de sécurité doit s'enrichir d'une dimension hospitalière, les agents l'attendent, la prise en charge de la population l'exige.

Jean-Marc DEVAUCHELLE,  
Secrétaire Général du syndicat  
SUD Santé Solidaires AP-HP

Copies à :

Monsieur Manuel VALLS Premier Ministre

Madame Marisol TOURAINE Ministre de la Santé

Madame Marylise LEBRANCHU Ministre de la Fonction Publique

**SUD Santé AP-HP**

Hôpital Paul Brousse - Pav. J.J. Rousseau - 12-14, av. Paul Vaillant Couturier - 94 804 Villejuif Cedex  
tél : 01 45 59 35 01 / courriel : sudsante.aphp@sap.aphp.fr / site : sudsanteaphp.fr / facebook-twitter  
Membre de l'Union syndicale Solidaires